HAUTES-ALPES | Les ministres Élisabeth Borne et Jacques Mézard étaient en visite

Problèmes de ruraux,

« Je ne suis pas venu ici pour vous passer la brosse à reluire », a lancé, hier, Jacques Mézard, devant près de 400 maires ruraux rassemblés à Saint-Léger-les-Mélèzes.

Photo Le DL/Vincent OLLMER

Sur fond de ras-le-bol généralisé, 400 maires de communes rurales se sont rassemblés, hier, à Saint-Léger-Les-Mélèzes, pour le congrès national de l'Association des maires ruraux de France. L'accès au numérique et la mobilité ont été au centre des débats, auxquels les ministres Jacques Mézard et Élisabeth Borne ont participé.

« Mépris des élus locaux », « destruction de la commune », « acharnement de l'État ». Pour les maires ruraux, la coupe est pleine et ils comptent bien le faire savoir. Devant le ministre de la Cohésion des territoires Jacques Mézard, arrivé à 9 heures pour ouvrir le rassemblement, Vanik Berberian, le président de l'AMRF, a immédiatement donné le ton de ce qu'il qualifie lui-même de « congrès de combat ». « Nous n'allons plus nous laisser faire, c'est terminé ! », a-t-il lancé sous des applaudissements nourris.

Avant d'égrener de nombreux griefs : la loi Notre, « une erreur magistrale », les dotations de l'État « une discrimination entre les territoires ruraux et les villes », le transfert obligatoire de la compétence eau et assainissement aux intercommunalités, « du foutage de gueule et la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ».

« Je porte votre voix à Paris, mais j'ai besoin de votre soutien et de vos propositions », lui a répondu Jacques Mézard, avant de rappeler qu'il n'avait pas voté la loi Notre quand il était sénateur.

Pas d'annonce sur la 4G

Le ministre de la Cohésion des territoires a ensuite animé un atelier sur l'accès au numérique dans les zones rurales. « Régler la question du numérique est primordial pour ne pas aggraver la fracture territoriale. Le problème de la couverture mobile va être réglé de manière accélérée », a-t-il notamment promis. Sans pour autant faire de nouvelles annonces sur le sujet. « Un accord contraignant a été passé entre l'État et les opérateurs en janvier », a cependant rappelé le ministre.

En échange d'une remise de trois milliards d'euros de l'État sur l'achat de leurs fréquences hertziennes, les opérateurs se sont engagés à déployer à leurs frais la 4G sur tous leurs relais d'ici fin 2020. Des relais qui seront mutualisés, afin que tous les utilisateurs puissent en profiter quel que soit leur opérateur. Enfin, au moins 5 000 nouveaux relais seront construits dans les "zones blanches".

Pas suffisant, lui ont répondu les maires ruraux, qui exigent notamment le raccordement rapide de ces relais à la fibre, pour éviter les trop fréquents problèmes de saturation du réseau.

Noé PHILIPPOT

LA PHRASE

« On dit que l'AMRF, c'est l'association des maires râleurs de France. C'est faux ! Nous sommes les maires résistants de France ! »

Vanik Berberian Président de l'AMRF

LES COULISSES DE LA VISITE

Face à face avec les cheminots

➜ Lors de son arrivée en gare de L'Argentière-la-Bessée hier matin au lever du jour, la ministre a bu un café avec les cheminots. Le syndicat CGT a profité de cet échange informel pour demander à la ministre des Transports « de faire confiance aux cheminots et d'arrêter de sous-traiter les travaux sur les voies ferrées à cause des malfaçons qui coûtent cher à la SNCF. Par exemple, les travaux de modernisation de la ligne avant Briançon devaient permettre de relever la vitesse de 60 km/h à 80 km/h. Mais finalement, à cause de malfaçons, la vitesse a finalement été abaissée de 60 km/h à 40 km/h ». Pour Élisabeth Borne « ce n'est pas à la SNCF de reprendre les malfaçons à sa charge mais à l'entreprise sous-traitante de réparer son erreur ».

L'histoire du T-shirt rouge

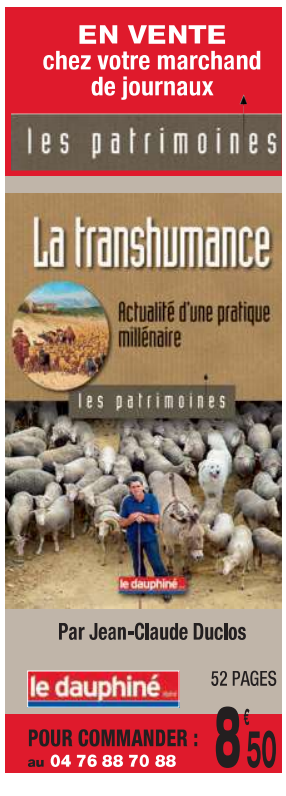
➜ Pour avoir accès quelques minutes à l'oreille attentive de la ministre des Transports, le collectif pour "La déviation de La Roche de Rame" avait été invité par les services de l'État à ne pas manifester de façon trop ostentatoire sur le bord de route. Et notamment en n'arborant pas des signes de contestation. D'abord assimilée à du "chantage" par les militants, la demande a finalement été respectée. Sur le bord de route, la ministre a été reçue dans le calme. « Je vous remercie pour cet accueil », a d'ailleurs apprécié Élisabeth Borne (notre photo). Mais avant de reprendre le cours de sa visite officielle, la ministre a tout de même reçu en cadeaux « le t-shirt rouge que la préfecture nous avait demandé de ne pas porter ce samedi ainsi qu'une bouteille de génépi, ça aide à la réflexion ».

Ils veulent bloquer les résultats des européennes

C'est une action originale qui pourrait faire grincer des dents le gouvernement. Pour faire entendre le « ras-le-bol généralisé des maires ruraux », Alain Castang, le président de l'AMR de Dordogne, propose de retenir les résultats des élections européennes, en ne les transmettant pas à l'État le soir du vote.

« Embêter le gouvernement »

« C'est une action facile à mettre en place et qui ne gêne pas les citoyens. Mais qui va énormément embêter le gouvernement et les médias », justifie le maire de Rouffignac-de-Sigoulès, qui précise que « les résultats ne seront que retardés d'un ou deux jours ». Il assure avoir rencontré un franc succès auprès des autres maires avec qui il a partagé son idée. Et sa proposition a été inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'AMRF, qui se tient aujourd'hui. « Si elle obtient une majorité de votes, elle sera mise en place », se réjouit l'édile.



899021200